

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet FOURNITURE DE N2L, CO2, ET RÉSERVOI	
Solicitation No. - N° de l'invitation HT348-150431/A	Date 2015-09-24
Client Reference No. - N° de référence du client HT348-150431	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HL-420-68054	
File No. - N° de dossier hl420.HT348-150431	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-11-04	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Dumm, Jennifer	Buyer Id - Id de l'acheteur hl420
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-9675 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF HEALTH CBE-LABORATORY COORDINATION UNIT 100 EGLANTINE DR, AL: 0602B OTTAWA Ontario K1A0K9 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Issuing Office - Bureau de distribution
Fuel & Construction Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
7A2, Place du Portage, Phase III
Gatineau, Québec K1A 0S5

Solicitation No. - N° de l'invitation

HT348-150431/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hl420

Client Ref. No. - N° de réf. du client

HT348-150431

File No. - N° du dossier

hl420HT348-150431

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Cette page a été intentionnellement laissée en blanc

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	2
1.1 BESOIN - SOUMISSION	2
1.2 COMPTE RENDU	2
1.3 ACCORDS COMMERCIAUX.....	2
1.4 VISITE OBLIGATOIRE DES LIEUX	2
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	3
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	3
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS.....	3
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION	3
2.4 LOIS APPLICABLES	3
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	4
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	4
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	6
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	6
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION.....	6
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	7
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION.....	7
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	7
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	9
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	9
6.2 BESOIN - CONTRAT.....	9
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	10
6.4 DURÉE DU CONTRAT.....	10
6.5 RESPONSABLES.....	11
6.6 PAIEMENT.....	12
6.7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	12
6.8 ATTESTATIONS	13
6.9 LOIS APPLICABLES	13
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	13
6.11 ASSURANCES	13
6.12 INSPECTION ET ACCEPTATION	13
6.13 RÈGLEMENTS CONCERNANT LES EMPLACEMENTS DU GOUVERNEMENT	13
6.14 MARCHANDISES DANGEREUSES / PRODUITS DANGEREUX - CONFORMITÉ DE L'ÉTIQUETAGE ET DE L'EMBALLAGE ...	14
6.15 TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES	14
6.16 INSTRUCTIONS D'EXPÉDITION - LIVRAISON À DESTINATION.....	14

ANNEX « A »

CONDITIONS GÉNÉRALES SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES AUX TRANSACTIONS D'ÉQUIPEMENT LOUÉ

ANNEX « B »

EXIGENCES ET RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'APPROVISIONNEMENT EN AZOTE LIQUIDE ET EN DIOXYDE DE CARBONE

ANNEX « C »

BARÈME DE PRIX

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Besoin - soumission

Le besoin est décrit en détail à l'article 2 des clauses du contrat éventuel.

1.2 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.3 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

1.4 Visite obligatoire des lieux

Il est obligatoire que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux où seront réalisés les travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux, qui se tiendra au Santé Canada, 100, promenade Églantine, Pré Tunney, Ottawa, ON, le 20 octobre 2015. La visite des lieux débutera à 10:00 HAE dans le hall principal.

Les soumissionnaires doivent communiquer avec l'autorité contractante au plus tard à la fermeture des bureaux le 16 octobre 2015 pour confirmer leur présence et fournir le nom de la ou des personnes qui assisteront à la visite. Les soumissionnaires devront signer une feuille de présence. Les soumissionnaires devraient confirmer dans leur soumission qu'ils ont assisté à la visite. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite des lieux obligatoire ou qui n'enverront pas de représentant, et leur soumission sera déclarée non recevable. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans [le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2015-07-03) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 10 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, Canada, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (une copies papier)

Section II : Soumission financière (une copies papier)

Section III : Attestations (une copies papier)

Section IV : Renseignements supplémentaires (une copies papier)

Les prix doivent figurer dans l'annexe C seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.1 Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

Section IV: Renseignements supplémentaires

3.1.2 Livraison du réservoir

La livraison du réservoir de stockage aura lieu _____ jours après l'attribution du contrat.

3.1.3 Temps de mise en service

Il faudra _____ jours civils pour installer le réservoir de stockage et l'équipement connexe pour qu'il soit entièrement opérationnel.

3.1.4 Livraison de l'ensemble des données

La livraison de l'ensemble des données, conformément au paragraphe 3.1 de l'annexe « B » sera:

Exigée: dans les 30 jours suivant l'attribution du contrat;

Offerte: dans les _____ jours suivant l'attribution du contrat.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

Toutes les soumissions doivent être complétées en détail et fournir toutes informations requises dans la demande de soumissions pour permettre une évaluation complète.

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

- a) Le soumissionnaire doit fournir la documentation avec leur soumission montrant comment ils répondent aux exigences techniques détaillées dans l'annexe " B "
- b) Les offrants doivent respecter toutes les exigences des annexes B et C; et
- c) Les biens doivent être livrés conformément à l'annexe B.

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Critères financière obligatoires

- a) Le soumissionnaire doit offrir des prix unitaires fermes en devises canadiennes, les taxes applicables exclus, DDP rendu droits acquittés à destination(s) Incoterms 2000, les droits de douane inclus pour chaque article offert ; et
- b) Le prix indiqué pour chaque période d'approvisionnement demeurera ferme pour la durée de contrat, y compris les années d'option; et
- b) La proposition financière du soumissionnaire doit respecter les modalités de paiement; et
- c) Pour être jugé recevable, une soumission doit comprendre une offre pour tous les articles de la demande de soumission.

4.1.2.2 Évaluation du prix

Le prix global sera calculé en additionnant ce qui suit :

- a) Le coût du besoin indiqué dans l'annexe C pour les articles 1 et 2. Ce coût sera calculé en multipliant le prix proposé par la consommation totale estimé par période d'approvisionnement, y compris les périodes d'options, pour chaque gaz.
- b) Le prix de location mensuel par réservoir indiqué pour l'article 3 de l'annexe C. Ce coût sera calculé en multipliant le prix indiqué par le nombre de mois pour la période d'approvisionnement, y compris les périodes d'options, pour chaque réservoir.
- c) Le coût pour la formation, indiqué à l'article 4 de l'annexe C.
- d) Si une proposition est reçue qui indique que des modifications sont nécessaires pour les emplacements de stockage existants, le coût de ces modifications seront prises en considération lors de l'évaluation des offres

4.2 Méthode de sélection

La soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La recommandation pour l'attribution d'un contrat se fera en fonction de la soumission recevable la plus basse globalement.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des instructions uniformisées, le soumissionnaire doit, selon le cas, présenter avec sa soumission le [Formulaire de déclaration](#) dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2. Certifications des produits

Le soumissionnaire certifie que tous les produits proposés sont conformes au besoin décrit sous l'annexe « B » Exigences et renseignements concernant l'approvisionnement en azote liquide et en dioxyde de carbone.

Signature

Date

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms

Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

N° de l'invitation - Solicitation No.

HT348-150431/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

HT348-150431

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

hl420.HT348-150431

Id de l'acheteur - Buyer ID

hl420

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail .

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Besoin - contrat

L'entrepreneur doit fournir de l'azote liquide (N2L) et du dioxyde de carbone (CO2) conformément à l'annexe B, Besoins, et à l'information connexe relativement à la fourniture d'azote liquide et de dioxyde de carbone, et comme décrit dans les feuilles de prix à l'annexe C. L'azote liquide et le dioxyde de carbone devant être fournis et livrés par l'entrepreneur doivent satisfaire aux spécifications pour ce produit, comme indiqué à l'annexe B.

6.2.1 Fourniture de gaz

L'entrepreneur s'engage à fournir, de livrer et de vendre à Canada, au cours de la durée du contrat et conformité avec les termes du contrat, l'argon liquide et dioxyde de carbone, et que la quantité totale cumulative fournie, ne dépasse pas la "Consommation estimative totale" pour chacune des périodes d'approvisionnement, tel que spécifiée dans l'annexes « B » et « C ».

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir, pendant la durée du contrat, pour toute quantité supplémentaire en l'argon liquide et dioxyde de carbone, dont pourrait avoir besoin le laboratoire de Santé Canada selon les mêmes conditions et aux prix et(ou) aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.2.2 Quantité de gaz

Le soumissionnaire donne acte et convient par la présentes de ce que la "Consommation estimative totale" spécifiées dans l'annexes « B » et « C » ne sont que des estimations, soit des approximations faites de bonne foi quant aux besoins potentiels de Canada. Ces estimations n'obligent en aucun cas Canada à accepter ou à acheter les quantités établies. Canada aura le droit de n'accepter que les quantités qui seront effectivement requises.

6.2.3 Les pertes de gaz

Les pertes de gaz attribuables à la défaillance de l'équipement du fournisseur seront aux frais de l'entrepreneur.

6.2.4 Réservoir de stockage appartenant à l'entrepreneur

L'entrepreneur garantit que tous le réservoir fourni aux termes de tout contrat résultant sera en bon état de fonctionnement au moment de l'installation. L'entrepreneur doit effectuer, à ses frais, tous les ajustements, réparations ou remplacements nécessaires pour maintenir le réservoir en bon état de fonctionnement pendant toute la durée du contrat. L'entrepreneur doit remplacer, sans qu'il n'en coûte rien à Canada, tout produit perdu en raison d'un défaut du réservoir qui s'est manifesté lors de l'installation initiale ou d'une vérification d'entretien préventif, et ce, pour toute la durée du contrat.

À moins d'indication contraire, le fournisseur ne doit exiger aucun frais supplémentaire pour ce qui suit:

- (a) l'entretien, indépendamment du moment où il est fait;
- (b) les pièces de rechange, à moins que ces pièces soient requises par suite de faute ou de négligence de la part de l'État.

Toute modification du matériel du fournisseur doit se faire sans perturber la livraison des commandes d'argon liquide et dioxyde de carbone.

6.2.5 Livraison automatique des gaz

L'entrepreneur maintiendra un niveau de gaz de réserve adéquat dans les réservoirs, comme décrit à l'annexe B, à tout moment pendant la durée du contrat. L'entrepreneur est responsable de surveiller la consommation de gaz et de maintenir le niveau d'approvisionnement de produit dans le réservoir. L'entrepreneur livrera le produit automatiquement, sans commande subséquente, pendant les heures normales de travail.

L'approvisionnement selon cette méthode relève de la seule et entière discrétion du Canada. Si le Canada n'a plus besoin de livraisons, l'entrepreneur sera avisé par écrit et devra cesser d'effectuer de telles livraisons à compter de la date indiquée dans l'avis, sans frais pour le Canada.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2010A (2015-07-03), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.3.2 Conditions générales supplémentaires

Conditions générales supplémentaires relatives aux transactions d'équipement loué, ci-joint, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au le 31 mars 2017 inclusivement.

6.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus trois périodes supplémentaires de une année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.4.3 Livraison du réservoir

La livraison du réservoir de stockage aura lieu _____ jour après l'attribution du contrat.

6.4.4 Temps de mise en service

Il faudra _____ jours civils pour installer des réservoirs de stockage et l'équipement connexe pour qu'il soit opérationnel, en présumant que le socle et le conduit de connexion sont fournis par le client.

6.4.5 Livraison de l'ensemble des données

La livraison de l'ensemble des données conformément au paragraphe 3.1 de l'annexe « B » sera dans les _____ jours suivant l'attribution du contrat.

6.4.6 Livraison de gaz

L'entrepreneur doit s'assurer qu'il n'y ait pas d'interruption de produit à la disposition du client. L'entrepreneur doit avoir un système de surveillance à distance pour surveiller le niveau du réservoir de stockage. Les besoins spécifiques doivent être demandés par le laboratoire Santé Canada, par écrit ou par téléphone. La livraison doit être effectuée dans un délai de 24 heures suivant chaque commande subséquente. Filets bordereaux de livraison indiquant la quantité de N₂L et / ou du CO₂ doit être prévu pour toutes les livraisons, au moment de la livraison.

6.4.7 Demandes de service urgentes

Demande de services, sur une base urgente, doit être livré dans les 8 heures suivant la demande initiale de Santé Canada.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Jennifer Dumm, Spécialiste en approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements, Secteur des achats commerciaux de la
gestion de l'approvisionnement
Direction du transport et des produits logistiques, électriques et pétroliers
Division des produits pétroliers et des produits de construction (HL)
Portage III, 7A2, 11 rue Laurier
Gatineau QC K1A 0S5
Téléphone: (819) 956-9675 Télécopieur: (819) 956-5227
Courriel: Jennifer.Dumm@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Santé Canada, Direction des produits biologiques et des thérapies génétiques
100, promenade Églantine, Pré Tunney
Ottawa ON
Téléphone : ____-____-____
Télécopieur : ____-____-____
Courriel : _____.

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Étape d'évaluation

N° de l'invitation - Sollicitation No.
HT348-150431/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
HT348-150431

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
hl420.HT348-150431

Id de l'acheteur - Buyer ID
hl420
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

L'entrepreneur doit fournir le nom et le numéro de téléphone d'un responsable à contacter dans ses installations, pour les demandes de renseignements complémentaires de TPSGC.

Nom: _____ Téléphone: _____
Télécopieur: _____ Courriel: _____

Étape du contrat

L'entrepreneur doit fournir le nom et le numéro de téléphone de l'agent de projet à contacter dans ses installations, pour les demandes de renseignements de TPSGC après l'octroyassions du contrat.

Nom: _____ Téléphone: _____
Télécopieur: _____ Courriel: _____

Le nom et numéro de téléphone des personnes compétentes qui sont capables de répondre à tout appel d'urgence concernant le matériel et les produits fournis par l'entrepreneur:

Nom: _____ Téléphone: _____
Télécopieur: _____ Courriel: _____

Le nom et numéro de téléphone du répartiteur des produits:

Nom: _____ Téléphone: _____
Télécopieur: _____ Courriel: _____

Le nom et numéro de téléphone de la personne responsable du service local:

Nom: _____ Téléphone: _____
Télécopieur: _____ Courriel: _____

6.5.4 Heures de travail du fournisseur

En semaine: _____
Fin de semaine et jours fériés: _____

6.6 Paiement

6.6.1 Base de paiement - prix unitaires fermes

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes précisés dans l'annexe « C », selon un montant total de _____ \$ CAD. Les droits de douane sont inclus, sont exclus et les taxes applicables sont en sus.

6.6.2 Limite de prix

Clause du guide des CCUA C6000C (2011-05-16), Limite de prix

6.6.3 Modalités de paiement

Clause du guide des CCUA H1001C (2008-05-12), Paiements multiples

6.7 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément à l'information exigée dans l'article 10 du document 2010A, Conditions générales - biens (complexité moyenne).

Factures doivent être envoyées à P2P.East.Invoices-Factures.Est@hc-sc.gc.ca.

Le numéro de contrat et le numéro de l'organisation H1020 devra être inscrit sur la facture.

6.8 Attestations

6.8.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements supplémentaires, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) Annexe « A », les conditions générales supplémentaires relatives aux transactions d'équipement loué;
- c) les Conditions générales 2010A (2015-07-03) biens - (complexité moyenne);
- d) Annexe « B », Exigences et renseignements concernant l'approvisionnement en azote liquide et en dioxyde de carbone;
- e) soumission de l'entrepreneur en date du _____, clarifiée le _____ ou modifiée le _____.

6.11 Assurances

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

6.12 Inspection et acceptation

Le responsable technique sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

6.13 Règlements concernant les emplacements du gouvernement

L'entrepreneur doit se conformer à tous les règlements, instructions et directives en vigueur à l'emplacement où les travaux sont exécutés.

6.14 Marchandises dangereuses / produits dangereux - conformité de l'étiquetage et de l'emballage

1. L'entrepreneur doit assurer un étiquetage et emballage appropriés en vue de la fourniture et de l'expédition de marchandises dangereuses/produits dangereux au gouvernement du Canada.
2. L'entrepreneur sera tenu responsable des dommages causés par un emballage, étiquetage ou transport inapproprié de marchandises dangereuses/produits dangereux.
3. L'entrepreneur doit clairement marquer le pourcentage de matières dangereuses en volume sur toutes les étiquettes de marchandise. À défaut de le faire, l'entrepreneur sera tenu responsable des dommages causés au cours du déplacement des marchandises dangereuses/produits dangereux par des véhicules ou des employés du gouvernement.
4. L'entrepreneur doit respecter toutes les lois applicables relatives aux marchandises dangereuses/produits dangereux.

6.15 Transport des matières dangereuses

L'entrepreneur doit étiqueter et expédier les produits visés par la [Loi sur les produits dangereux](#), L.R.C. (1985), ch. H-3 et les règlements conformément à ladite loi et aux règlements, et être accompagnés des fiches signalétiques exigées, remplies en anglais ou en français. Les étiquettes doivent identifier clairement la nature des matières dangereuses et les fiches signalétiques doivent expliquer quels sont les dangers en question.

6.16 Instructions d'expédition - livraison à destination

1. Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés rendu droits acquittés (DDP) Santé Canada, 100, promenade Églantine, Ottawa ON, selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.
2. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des frais de livraison et d'administration, de tous les coûts et risques liés au transport, ainsi que du dédouanement et des droits de douane et des taxes applicables.



ANNEXE «A»

Conditions générales supplémentaires relatives aux transactions d'équipement loué

1. Interprétation

1.1 Dans le contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

- A. « conditions générales » désigne les conditions générales qui font partie du contrat, applicable au matériel loué;
- B. « date de livraison » désigne la date précisée dans le contrat pour la livraison du matériel loué;
- C. « documentation relative au matériel loué » désigne l'ensemble des manuels, livrets, guides d'utilisation et autres documents écrits en langage courant que l'entrepreneur doit fournir au Canada conformément au contrat pour être utilisés avec le matériel loué, que cette documentation soit fournie sous forme imprimée ou sur un autre support électronique d'information, tel qu'un cédérom;
- D. « matériel loué » désigne le matériel loué en vertu du contrat;
- E. « pleinement fonctionnel » désigne le matériel loué qui fonctionne conformément aux spécifications; ainsi, toutes ses fonctions peuvent être utilisées;
- F. « prêt à être utilisé » désigne le matériel loué qui a été livré par l'entrepreneur et, le cas échéant, ce dernier l'a installé, intégré et configuré de façon à ce qu'il soit pleinement fonctionnel;
- G. « spécifications » , malgré la définition contenue dans les conditions générales, désigne la description fonctionnelle ou technique des travaux indiquée ou mentionnée au contrat, y compris les dessins, les échantillons et les modèles ainsi que, sauf incompatibilité avec tout autre élément du contrat, la description indiquée ou mentionnée dans une brochure, un document relatif au produit ou tout autre document fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat, ainsi que toute documentation technique publiée ou mise à la disposition du grand public par le fabricant de toute partie du matériel loué;
- H. « temps de panne » désigne la période, calculée en heures et minutes complètes, au cours de laquelle le matériel loué n'est pas pleinement fonctionnel pendant la période d'utilisation en raison d'un problème de fonctionnement. Le temps de panne débute lorsque le Canada avise l'entrepreneur que le matériel loué n'est pas pleinement fonctionnel et prend fin lorsque le problème de fonctionnement a été corrigé et que l'entrepreneur avise le Canada du fait que le matériel loué est pleinement fonctionnel à moins que le Canada alors avise l'entrepreneur que le matériel loué n'est toujours pas pleinement fonctionnel.

1.2 Les mots et expressions définis dans les conditions générales et utilisés dans les présentes conditions générales supplémentaires ont le sens qui leur est donné dans les conditions générales, à moins d'indications contraires. Les articles intitulés « Droit de propriété » et « Garantie » qui font partie des conditions générales ne s'appliquent pas au matériel loué. Au lieu de ces articles, les dispositions relatives au droit de propriété et à la garantie contenues dans les présentes conditions générales supplémentaires s'appliquent au matériel loué.

- 1.3 En cas de divergence entre les conditions générales et les présentes conditions générales supplémentaires, les dispositions pertinentes des présentes conditions générales supplémentaires l'emportent.

2. État du matériel loué

Tout le matériel fourni par l'entrepreneur doit :

- A. être couramment offert dans le commerce; autrement dit, il doit être constitué d'équipement standard ne nécessitant aucun travail supplémentaire de recherche et de développement;
- B. être un modèle toujours produit par le fabricant au moment de la livraison;

3. Livraison

L'entrepreneur doit livrer le matériel loué à l'emplacement ou aux emplacements désigné(s) par le Canada au plus tard à la date de livraison. L'entrepreneur doit payer tous les coûts liés au remplacement de tout article endommagé pendant le transport vers la destination finale. L'entrepreneur reconnaît qu'aucun article ne sera considéré comme étant livré à la date de livraison s'il est endommagé ou autrement dans un état qui ne permet pas au Canada de commencer son processus d'acceptation. L'entrepreneur doit, au minimum, emballer le matériel loué conformément aux normes de l'industrie et inclure un bordereau d'emballage avec chaque expédition. L'entrepreneur doit également s'occuper du montage et du factage nécessaires pour la livraison du matériel loué. Tous les coûts liés à l'emballage, à l'expédition, au transport et à la livraison sont compris dans le prix du matériel loué.

4. Exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement

- 4.1 Si le contrat décrit les exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement, l'entrepreneur doit préparer l'emplacement pour la livraison ou l'installation, à ses propres frais, conformément à ces exigences et suffisamment d'avance pour être en mesure de respecter la date de livraison. Tous les coûts liés à la préparation particulière de l'emplacement sont compris dans le prix du matériel loué.
- 4.2 Si le contrat prévoit que c'est la responsabilité du Canada de satisfaire aux exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement, les dispositions suivantes s'appliquent au lieu de celles du paragraphe 4.1 ci-dessus :
- A. Le Canada doit préparer l'emplacement, à ses propres frais, conformément aux exigences décrites dans le contrat;
 - B. Si le contrat précise qu'il existe des exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement, mais qu'il ne les décrit pas, l'entrepreneur doit fournir au Canada une description complète de ces exigences immédiatement après la date du contrat ou, si la date de livraison est de plus de trente (30) jours après la date du contrat, au moins trente (30) jours avant la date de livraison. Si l'entrepreneur fournit au Canada la description des exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement à ce moment, et que ce dernier ne s'oppose à aucune des exigences de l'entrepreneur dans les dix (10) jours, le Canada doit préparer l'emplacement conformément à ces exigences. Si le Canada doit apporter des modifications parce que la description fournie par l'entrepreneur des exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement n'était pas complète ou exacte, l'entrepreneur doit rembourser tous les frais supplémentaires engagés par le Canada pour ce faire. L'entrepreneur garantit que, si le Canada prépare l'emplacement conformément aux exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement et en assure la maintenance, le matériel loué pourra fonctionner conformément aux spécifications dans l'environnement en question;

C. Le Canada doit compléter les préparations particulières de l'emplacement et aviser l'entrepreneur que l'emplacement est prêt au moins cinq (5) jours ouvrables avant la date de livraison, après quoi l'entrepreneur pourra effectuer l'inspection de l'emplacement à un moment acceptable pour le Canada. L'inspection qu'effectue l'entrepreneur ne dégage pas le Canada de l'obligation de préparer l'emplacement conformément aux exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement décrites dans le contrat; et

D. Si le Canada ne prépare pas l'emplacement à temps, conformément aux exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement, sauf si le retard est causé par un événement qui échappe à la volonté du Canada, l'entrepreneur aura droit au remboursement de tous les frais supplémentaires qu'il peut démontrer il a raisonnablement et dûment engagés et qui résultent directement du retard.

4.3 Si le contrat ne décrit pas les exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement, les paragraphes 4.1 et 4.2 ne s'appliquent pas et l'entrepreneur garantit qu'aucune préparation particulière n'est nécessaire pour que le matériel loué fonctionne conformément aux spécifications.

5. Installation, intégration et configuration

5.1 Sauf disposition contraire dans le contrat, l'entrepreneur doit déballer, assembler, installer, intégrer, raccorder et configurer tout le matériel loué à l'emplacement ou aux emplacements précisé(s) dans le contrat. Lorsque c'est nécessaire pour réaliser cette partie des travaux, l'entrepreneur doit fournir toutes les ressources requises pour le déménagement et l'installation, y compris, sans s'y limiter, le personnel, les matériaux d'emballage, les véhicules, les grues et les panneaux de protection des revêtements de sol. Après avoir complété cette partie des travaux, l'entrepreneur doit aviser par écrit le représentant du Canada sur place que le matériel loué est prêt à être utilisé.

5.2 L'entrepreneur doit fournir tous les matériaux nécessaires pour l'assemblage, l'installation, l'intégration, le raccordement et la configuration du matériel à l'emplacement ou aux emplacements précisé(s) dans le contrat de manière à ce qu'il soit prêt à être utilisé et accepté, y compris la fourniture et le raccordement de toutes les connexions à la source d'alimentation et de tous les autres services publics, câbles et accessoires ou fournitures nécessaires.

5.3 L'entrepreneur doit s'assurer que les aires de travail sont propres et ordonnées à la fin de chaque jour de travail et une fois les travaux complétés, ce qui comprend le retrait et l'élimination de tous les matériaux d'emballage.

5.4 Tous les coûts liés aux travaux décrits dans cet article sont compris dans le prix du matériel loué.

6. Documentation relative au matériel

6.1 L'entrepreneur doit fournir au Canada la même documentation relative au matériel loué qu'il fournit aux autres acheteurs de matériel similaire et y inclure toutes les révisions qui y ont été apportées et tous les suppléments connexes en vigueur à la date de livraison. La documentation relative au matériel loué doit au moins comprendre toute la documentation mise à la disposition des consommateurs par le fabricant du matériel concernant les spécifications techniques du matériel loué et les consignes d'utilisation nécessaires au fonctionnement du matériel loué.

6.2 L'entrepreneur garantit que la documentation relative au matériel loué qu'il fournit renferme suffisamment de renseignements pour permettre au Canada d'utiliser le matériel loué et de mettre toutes ses fonctions à l'essai.

- 6.3 Si l'entrepreneur est tenu de fournir la documentation concernant la maintenance conformément au contrat, il garantit que la documentation relative au matériel loué renferme suffisamment de renseignements pour permettre au Canada, ou à une personne autorisée par celui-ci, d'entretenir et de réparer le matériel loué de façon appropriée et de le mettre à l'essai à cette fin.
- 6.4 L'entrepreneur doit livrer au Canada la documentation relative au matériel loué en même temps que le matériel loué. Si plusieurs unités sont livrées, sauf disposition contraire dans le contrat, l'entrepreneur doit fournir un ensemble complet de la documentation relative au matériel loué avec chaque pièce de matériel.
- 6.5 Si des modifications sont apportées au matériel loué pendant la période du contrat, l'entrepreneur doit mettre à jour la documentation relative au matériel loué, sans frais supplémentaires pour le Canada. L'entrepreneur doit fournir ces mises à jour dans les dix (10) jours suivant la mise en disponibilité des mises à jour par le fabricant. Si elles sont disponibles auprès du fabricant, les mises à jour doivent comprendre la documentation de soutien précisant les problèmes résolus, les améliorations apportées, ainsi que les nouvelles fonctions, et comprenant toutes les consignes d'installation nécessaires.
- 6.6 Malgré toute disposition des conditions générales concernant les droits d'auteur, les droits d'auteur de la documentation relative au matériel loué n'appartiendront pas au Canada et ne lui seront pas transférés. Toutefois, le Canada a le droit d'utiliser la documentation relative au matériel loué et peut, à ses propres fins internes, la copier pour l'usage des personnes qui utilisent le matériel loué, ou qui sont chargées du soutien du matériel, pourvu que le Canada inscrive les avis de droit d'auteur et de droit de propriété contenus dans le document original.
- 6.7 Sauf disposition contraire dans le contrat, la documentation relative au matériel loué doit être fournie en anglais et en français. Si le contrat prévoit que la documentation relative au matériel loué doit être fournie dans une seule des langues officielles du Canada, le Canada a le droit de la traduire pour ses propres fins. Toute traduction appartient au Canada et il n'a aucune obligation de la fournir à l'entrepreneur. Le Canada doit inscrire dans la traduction tous les avis de droit d'auteur et de droit de propriété contenus dans le document original. L'entrepreneur ne peut être tenu responsable des erreurs techniques qui se produisent en raison d'une traduction faite par le Canada.

7. Acceptation

- 7.1 Le matériel loué, y compris tous les travaux connexes, est assujéti à l'acceptation du Canada. Au cours de son processus d'acceptation, le Canada peut tester chaque fonction du matériel loué pour déterminer si elle est conforme aux spécifications. Si les travaux ou une partie des travaux ne satisfont pas aux exigences du contrat, le Canada a le droit de les refuser ou d'en exiger la rectification aux frais de l'entrepreneur avant de les accepter. Aucun paiement pour le matériel loué n'est exigible en vertu du contrat si le matériel loué n'est pas accepté.
- 7.2 L'acceptation du Canada ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité, à l'endroit des défauts du matériel loué ou des autres défauts, de respecter les exigences du contrat, ni de ses obligations contractuelles en matière de garantie et de maintenance.
- 7.3 Les procédures d'acceptation sont les suivantes :
- A. une fois le matériel loué prêt à être utilisé, l'entrepreneur doit en aviser l'autorité contractante, par écrit, en mentionnant la présente disposition du contrat et en demandant l'acceptation des travaux;

- B. le Canada disposera de trente (30) jours pour exécuter les procédures d'acceptation (la «période d'acceptation»);
- C. si le Canada envoie un avis de défectuosité pendant la période d'acceptation, l'entrepreneur doit rectifier la défectuosité dès que possible et aviser le Canada, par écrit, lorsque les travaux sont complétés. À ce moment, le Canada aura le droit d'effectuer une nouvelle inspection des travaux et la période d'acceptation recommencera.

8. Droit de propriété sur le matériel loué

- 8.1 L'entrepreneur demeure propriétaire de tout le matériel loué, sauf si le Canada exerce l'option d'achat du matériel loué contenue dans le contrat ou qu'il achète le matériel loué selon une entente distincte.
- 8.2 Si le contrat contient une option d'achat du matériel loué ou d'une partie de celui-ci, le Canada deviendra propriétaire de ce matériel loué à la date à laquelle il exerce cette option, ou la date déterminée par le Canada lorsqu'il exerce l'option, le cas échéant. Une fois qu'il devient propriétaire du matériel, le Canada assume le risque de perte ou d'endommagement du matériel acheté. Lorsque le Canada devient propriétaire, aucun autre paiement pour la location n'est exigible en vertu du contrat pour le matériel loué acheté.

9. Période de location

- 9.1 La période de location débute le jour de l'acceptation du matériel et se termine à son expiration conformément au contrat, sauf s'il y a résiliation selon le contrat (période de location).
- 9.2 Sauf disposition contraire dans le contrat, si le contrat permet la location d'éléments supplémentaires pendant la période du contrat, sans égard au moment où ces éléments deviennent partie du matériel loué, la période de location pour tout le matériel loué se terminera à la date à laquelle expire la période de location du premier élément de matériel loué en vertu du contrat.
- 9.3 Si le premier jour de la période de location ne coïncide pas avec le premier jour d'un mois civil, les frais relatifs au premier et au dernier mois du contrat de location correspondent à une partie des frais mensuels prévus, calculée par multiplication du nombre de jours du mois au cours desquels le contrat de location est en vigueur par 1/30 des frais mensuels en vigueur en vertu du contrat à ce moment-là.

10. Garantie pour le matériel loué

- 10.1 Même si le Canada a accepté le matériel loué, l'entrepreneur garantit que, pendant la période de location, qui est aussi la «période de garantie du matériel», le matériel sera dépourvu de tout vice de matériaux et de construction, ainsi que de tout défaut de conception et qu'il sera conforme à tous points de vue aux exigences du contrat, y compris les spécifications.
- 10.2 La présente garantie ne s'applique pas à un élément spécifique du matériel loué si la seule cause de la non-conformité aux exigences du contrat est l'une des suivantes :
 - A. le Canada est négligent ou n'utilise pas le matériel loué conformément aux spécifications;
 - B. le système d'électricité, de climatisation ou de contrôle d'humidité à l'emplacement ne fonctionne pas conformément aux exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement décrites dans le contrat;

- C. une personne autre que l'entrepreneur, un sous-traitant ou une personne autorisée par l'un ou l'autre de ceux-ci modifie le matériel loué ou ajoute au matériel loué de l'équipement qui n'a pas été conçu ou approuvé pour être utilisé avec celui-ci par l'entrepreneur, un sous-traitant ou le fabricant; ou
- D. le Canada utilise à l'intérieur ou à l'extérieur du matériel loué des fournitures ou matériaux consommables qui sont fournis par une personne autre que l'entrepreneur ou un sous-traitant, alors que ces fournitures ou matériaux consommables ne sont pas conformes aux spécifications ou aux directives du fabricant du matériel loué destinées aux consommateurs.

10.3 L'entrepreneur doit fournir le service de maintenance du matériel loué pendant toute la période de garantie. Tous les frais liés à la fourniture du service de maintenance du matériel pendant la période de garantie du matériel sont compris dans le taux de location du matériel. L'entrepreneur doit continuer de fournir le service de maintenance du matériel pour toute pièce de matériel loué réparée, remplacée ou remise en état dans le cadre du service de maintenance du matériel pendant le reste de la période de garantie du matériel qui s'appliquait à la pièce de matériel originale.

11. Résiliation du contrat de location pour raisons de commodité

- 11.1 L'article des conditions générales intitulé «Résiliation pour raisons de commodité» ne s'applique pas à la location du matériel et est remplacé par la présente disposition.
- 11.2 Malgré toute disposition contraire dans le contrat, le Canada peut résilier le contrat de location à l'égard du matériel loué ou de tout élément de celui-ci en tout temps pendant la période de location en donnant à l'entrepreneur un préavis de soixante (60) jours.
- 11.3 Si l'autorité contractante émet un avis de résiliation en vertu du paragraphe 11.2, les seuls paiements auxquels l'entrepreneur aura droit à la suite de la résiliation sont les suivants:
 - A. les frais de location mensuels qui se rapportent au matériel loué ou à l'élément visé par la résiliation, jusqu'à la date de résiliation, calculés sur une base proportionnelle si la date de résiliation ne correspond pas avec la fin du mois; et
 - B. les frais de résiliation du contrat de location, s'ils sont précisés au contrat.
- 11.4 Malgré le paragraphe 11.3, le total du montant auquel l'entrepreneur aura droit à la suite de la résiliation, en vertu du paragraphe 11.3 et des montants qui lui ont déjà été versés pour la location du matériel, ne peut dépasser le total du prix contractuel à l'égard de la location du matériel ou, en cas de résiliation partielle, de la partie du prix contractuel applicable à la partie du contrat de location visée par la résiliation.

12. Risque de destruction ou d'endommagement du matériel loué

- 12.1 L'entrepreneur accepte d'assumer les risques de perte ou d'endommagement du matériel loué au cours du transport et de l'installation et pendant toute la période au cours de laquelle le Canada en a la possession, sauf lorsque la perte ou l'endommagement est causé par la négligence du Canada ou d'une personne agissant en son nom.
- 12.2 Si le matériel loué est perdu ou endommagé pendant la période de location, sauf lorsque la destruction ou l'endommagement est causé par le Canada ou une personne agissant en son nom, le Canada n'est pas tenu de payer les frais de location pendant la période nécessaire pour que

l'entrepreneur répare ou remplace le matériel loué et, au choix du Canada, la période de location sera prolongée pendant une période de temps égale à la durée des travaux de réparation ou de remplacement par l'entrepreneur. Si le matériel loué n'est pas disponible pendant une période de plus de trente (30) jours, le présent paragraphe n'empêche pas le Canada de résilier le contrat pour manquement.

13. Modifications apportées au matériel loué

Le Canada convient de ne pas apporter de modifications au matériel loué sans l'approbation écrite préalable de l'entrepreneur et ce dernier ne peut refuser son consentement sans motif valable.

14. Déplacement du matériel loué

Le Canada peut, à son choix et à ses frais, déplacer le matériel loué à l'intérieur de l'établissement où le matériel loué est utilisé ou vers un autre établissement, avec l'aide des ressources de son choix. Le déménagement du matériel loué n'a aucune incidence sur la garantie de l'entrepreneur ou sur son obligation de fournir le service de maintenance du matériel loué, à moins que l'entrepreneur puisse démontrer que la panne ou le fonctionnement défectueux du matériel loué sont directement causés par le déplacement. Dans ce cas, le Canada devra réparer les dommages causés par le déplacement et le reste des obligations de l'entrepreneur en matière de garantie et de maintenance demeureront en vigueur.

15. Désinstallation et retrait du matériel loué

15.1 L'entrepreneur doit désinstaller et enlever le matériel loué le plus tôt possible après l'expiration ou la résiliation du contrat de location. Si la période de location est différente pour différents éléments du matériel loué, cette obligation s'applique à chaque élément du matériel loué. L'entrepreneur doit fournir toutes les ressources nécessaires à cette fin, y compris les grues, et doit s'occuper du transport, du montage et du factage nécessaires pour le retrait du matériel loué des locaux du Canada. Tous les frais liés à la désinstallation, au retrait et au transport jusqu'à l'établissement de l'entrepreneur sont compris dans les taux de location.

15.2 Si l'entrepreneur ne désinstalle pas ou n'enlève pas le matériel loué dans les trente (30) jours de la fin ou la résiliation du contrat de location, le Canada, à son choix, deviendra automatiquement propriétaire du matériel loué ou pourra faire des arrangements pour désinstaller et enlever le matériel loué, aux frais de l'entrepreneur. Le Canada pourra déduire ce montant de tout paiement dû à l'entrepreneur en vertu du contrat ou autrement.

16. Jouissance paisible

L'entrepreneur garantit qu'il est pleinement autorisé à louer le matériel au Canada. L'entrepreneur garantit également que, pendant la période de location, si le Canada exécute ses obligations découlant du contrat, le Canada pourra utiliser le matériel loué de façon illimitée sans entrave de la part de l'entrepreneur, ou de toute personne agissant en son nom ou à laquelle il a accordé des droits, sauf lorsque l'entrepreneur assure le service de maintenance du matériel loué en vertu du contrat.

17. Droit de retenir les paiements de location

Si l'entrepreneur ne remplit pas ses obligations en vertu du contrat, le Canada peut, en plus des autres droits dont il dispose, dont celui de résilier le contrat pour manquement, retenir les paiements de location du matériel loué jusqu'à ce que le manquement soit corrigé. L'autorité contractante peut exercer ce droit en donnant à l'entrepreneur un avis dans lequel la raison du manquement est décrit.

Exigences et renseignements concernant l'approvisionnement en azote liquide (N₂L) et en dioxyde de carbone (CO₂)

Direction des produits biologiques et des thérapies génétiques
(DPBTG)

Direction générale des produits de santé et des aliments
(DGPSA)

Santé Canada

Juin 2015

Contenu

1.0	Portée.....	3
2.0	Aperçu des installations de la Direction des produits biologiques et des thérapies génétiques (DPBTG)	3
3.0	Énoncé des travaux	3
4.0	Qualité du gaz.....	7
5.0	Divers	7

1.0 Portée

Le présent document vise la fourniture d'azote liquide (N_2L) et du matériel connexe appartenant à l'entrepreneur à la Direction des produits biologiques et des thérapies génétiques de Santé Canada, à Ottawa, en Ontario.

2.0 Aperçu des installations de la Direction des produits biologiques et des thérapies génétiques (DPBTG)

Santé Canada possède des installations de laboratoire au pré Tunney à Ottawa, en Ontario. Ces installations servent à l'analyse des produits biologiques dans le cadre du Programme d'autorisation de mise en circulation des lots.

Les laboratoires utilisent de l'azote liquide (N_2L) pour la cryoconservation et le stockage des lignées cellulaires, ainsi que du dioxyde de carbone (CO_2) pour le fonctionnement des incubateurs servant à la croissance des lignées cellulaires.

Azote liquide (N_2L)

La consommation de N_2L est relativement stable et plus élevée par moment, notamment lors des vérifications des stocks de lignées cellulaires. La consommation habituelle de N_2L est évaluée à 50 litres (0,05 mètre cube) par jour en moyenne, pour un total d'environ 18 500 litres (18,5 mètres cubes) par année.

Dioxyde de carbone (CO_2)

La consommation de CO_2 est relativement stable et plus élevée par moment, selon le nombre d'analyses réalisées qui requièrent la croissance et l'entretien de lignées cellulaires. La consommation habituelle de CO_2 est évaluée à 30 litres (0,04 mètre cube) par jour en moyenne, pour un total d'environ 11 000 litres (11 mètres cubes) par année.

Parce que la consommation de N_2L et de CO_2 varie peu, les commandes seront planifiées au moyen d'un système de commande « automatique » entre la DPBTG et l'entrepreneur. L'entrepreneur livrera toutes les commandes de N_2L et de CO_2 dans les 24 heures suivant la réception des avis automatiques de remplissage.

3.0 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit :

- 3.1 Fournir un ensemble de données détaillées indiquant le calibre des canalisations, la capacité de stockage, les données relatives aux réservoirs, p. ex. les dimensions et le poids, les schémas des systèmes de contrôle, l'espace occupé au sol par les réservoirs, l'alimentation électrique et les spécifications des fabricants concernant les robinets, les soupapes de sûreté, les soupapes de surpression, etc. La période de livraison de l'ensemble de données sera énoncée dans la demande de propositions (DP) et dans le contrat.
- 3.2 Les deux systèmes doivent être conformes à la norme de la National Fire Protection Agency (NFPA) Code 55: Compressed gases and cryogenic fluids code. (Note : disponible en anglais seulement.)
- 3.3 Les livraisons de N₂L et de CO₂ doivent être effectuées de façon automatique, sauf en cas de conditions météorologiques extrêmes empêchant toute circulation routière ou en cas d'accident rendant toute livraison impossible. En pareilles circonstances, le centre de répartition de l'entrepreneur doit aviser immédiatement la DPBTG de l'incident. L'entrepreneur sera alors tenu d'assurer une nouvelle livraison de N₂L ou de CO₂ dans les 24 heures. Le laboratoire de la DPBTG s'efforcera de limiter l'utilisation de N₂L et de CO₂ jusqu'à la livraison.
- 3.4 L'entrepreneur doit livrer les gaz à l'extérieur de la zone du quai de chargement de l'installation. Les réservoirs à CO₂ se trouvent à l'extérieur de l'immeuble et peuvent être remplis directement dans cette zone. Le réservoir à N₂L se trouve dans l'immeuble; cependant, le remplissage peut être effectué à partir de l'extérieur, à proximité des réservoirs à CO₂. L'accès au réservoir à N₂L requiert l'approbation de la DPBTG et la présence d'un accompagnateur (en fixant un rendez-vous avec le gestionnaire des opérations de laboratoire). Les systèmes doivent offrir une redondance, de sorte que les réserves de gaz ne soient jamais complètement épuisées.
- 3.5 Fournir à la DPBTG l'accès à un système de télémétrie électronique permettant la surveillance des systèmes de distribution en tout temps. Ce système doit être en mesure d'effectuer les tâches suivantes ou posséder les caractéristiques suivantes :
- 3.5.1 Envoyer une demande de remplissage automatique à l'entrepreneur, par téléphone ou par courriel, lorsque les niveaux sont bas. Les paramètres définissant les niveaux bas seront établis avec la DPBTG et permettront la livraison dans des délais raisonnables. Les réservoirs ne doivent jamais être complètement vides.
- 3.5.2 Être sécurisé et exiger un mot de passe d'accès de la part du personnel autorisé de la DPBTG. Le personnel de la DPBTG doit pouvoir modifier les paramètres d'alarme au besoin. (Nota : si la DPBTG ne peut pas modifier directement les paramètres, l'entrepreneur doit préciser la manière dont la DPBTG présentera ses demandes de modification. L'entrepreneur doit apporter les changements au système dans les 24 heures suivant la réception d'une demande écrite.)

- 3.5.3 Permettre la surveillance de la pression dans les conduites et du niveau des réservoirs de N₂L et de CO₂.
- 3.5.4 Communiquer avec le personnel autorisé de la DPBTG par courriel ou par téléphone quand les niveaux de gaz sont bas.
- 3.6 Fournir à la DPBTG, dans le cadre du contrat d'approvisionnement au fur et à mesure des besoins, l'expertise nécessaire en ce qui concerne le stockage, le transfert et l'utilisation sécuritaire de N₂L et de CO₂.
- 3.7 Deux fois par année, à la demande de la DPBTG et en coordination avec cette dernière, inspecter les réservoirs de stockage, le matériel de transfert et tout autre matériel fourni par l'entrepreneur. Un rapport complet sur l'état du matériel doit être remis à la DPBTG dans les sept jours suivant l'inspection. Le rapport d'inspection doit comprendre les certificats d'étalonnage de tout instrument de mesure utilisé par l'entrepreneur pour certifier son matériel.
- 3.8 Maintenir en bon état les revêtements de finition de tous les réservoirs de stockage et le matériel fourni par l'entrepreneur. Toute trace de rouille à la surface doit être traitée rapidement et de manière appropriée. L'entrepreneur devra effectuer les réparations que la DPBTG juge nécessaires.
- 3.9 Isoler de façon suffisante la tuyauterie d'alimentation en N₂L de l'entrepreneur au niveau du socle des réservoirs, de manière à réduire au maximum les pertes de N₂L.
- 3.10 Fournir à la DPBTG les noms et les numéros de téléphone de personnes qualifiées pouvant intervenir en tout temps en cas d'urgence touchant le matériel et les produits fournis par l'entrepreneur. Il incombe à l'entrepreneur de prévoir du personnel de réserve pour les réparations et la répartition.
- 3.11 Fournir des services d'entretien et de réparation d'urgence 24 heures sur 24. L'entrepreneur doit être en mesure de se présenter sur place dans un délai d'au plus huit (8) heures par suite d'une demande de réparation d'urgence. Les pièces de rechange critiques doivent être disponibles aux fins de ces réparations. De plus, tout travail de réparation doit être coordonné avec la DPBTG, afin de limiter les répercussions possibles sur les analyses en cours.
- 3.12 Au moment de l'installation initiale, fournir la robinetterie nécessaire, des crépines ou des filtres pour N₂L et CO₂, des régulateurs, des dispositifs de sécurité et des canalisations d'interconnexion pour l'alimentation en N₂L et en CO₂, afin de satisfaire aux exigences du présent document. Les crépines ou les filtres installés par l'entrepreneur doivent empêcher que des corps étrangers pénètrent dans la plomberie de la DPBTG et entraînent des défaillances.

- 3.13 Tous les robinets et les régulateurs cryogéniques doivent être clairement étiquetés, avec indication de leur fonction et de leur mode normal (p. ex. robinet d'isolement manuel de réservoir à N₂L, normalement fermé).
- 3.14 L'étiquetage doit être conforme aux pratiques existantes et doit satisfaire l'ensemble des exigences du SIMDUT et/ou du SGH.
- 3.15 S'assurer que toutes les canalisations de N₂L et de CO₂ et le matériel auxiliaire de l'entrepreneur sont soutenus adéquatement près des socles des réservoirs de stockage, à la satisfaction de la DPBTG.
- 3.16 Fournir au personnel de la DPBTG, dans les installations de la DPBTG, dans les 60 jours de l'attribution du contrat, une formation complète afin de le familiariser avec tout le matériel fourni par l'entrepreneur. La formation doit porter notamment sur les caractéristiques de sécurité, les procédures de fonctionnement, etc. Cette formation ainsi que le matériel didactique doivent comprendre au moins deux séries complètes de documents clairs et lisibles énonçant, entre autres, toutes les caractéristiques de sécurité du matériel fourni par l'entrepreneur, les procédures normales d'exploitation, etc.
- 3.17 Chaque réservoir de stockage de N₂L et de CO₂ doit être clairement identifié. Doivent être indiquées la taille de chaque réservoir, la capacité de stockage, la pression de service nominale, y compris les tolérances et les spécifications de remplissage des réservoirs. Ces renseignements doivent être affichés clairement dans les deux langues officielles, à l'intention du chauffeur du véhicule de l'entrepreneur qui fera le remplissage.
- 3.18 Installer, lorsque cela est possible, les canalisations d'interconnexion en hauteur afin de ne pas créer d'obstacles à la circulation des personnes.
- 3.19 S'il faut apporter au matériel de l'entrepreneur des modifications qui débordent la portée de ce contrat, les coûts associés aux travaux additionnels, y compris les pièces et la main-d'œuvre, ne seront pas couverts aux termes du contrat existant. L'entrepreneur devra demander le paiement de ces coûts à mesure qu'il les engage.
- 3.20 Un préavis de 48 heures doit être donné à la DPBTG avant toute intervention de l'entrepreneur responsable de l'approvisionnement en N₂L et en CO₂ sur les capteurs de niveau ou de pression qui sont reliés à l'équipement d'interface de la DPBTG. Ce système permet à la DPBTG de surveiller à distance la pression et le niveau de chaque réservoir. En cas de non-respect de cette exigence, l'entrepreneur sera tenu responsable de tout dommage causé au système de surveillance de la DPBTG par suite de cette intervention.
- 3.21 Le personnel affecté aux réparations doit communiquer avec l'Unité de coordination des laboratoires de la DPBTG avant d'entreprendre des travaux de réparation, pour veiller à ce qu'il n'y ait pas d'incidence sur les analyses en cours.

La DPBTG doit s'acquitter des obligations suivantes :

- 3.22 Fournir à l'entrepreneur un préavis de 24 heures si des livraisons supplémentaires de N₂L ou de CO₂ sont requises. Lorsque le gestionnaire des opérations de laboratoire ou son représentant désigné informe l'entrepreneur d'une demande de livraison supplémentaire de N₂L ou de CO₂, la DPBTG est prête à attendre 24 heures (en temps normal) avant que l'entrepreneur exécute la livraison.
- 3.23 Mettre à la disposition de l'entrepreneur les socles de réservoirs de stockage de la DPBTG qui sont déjà en place, ainsi que les canalisations existantes du bâtiment pour l'acheminement interne.
- 3.24 Fournir un accès bien éclairé aux socles de réservoirs de stockage en vue du remplissage, et entretenir les voies d'accès quelles que soient les conditions météorologiques, afin que le site soit accessible pour le remplissage des réservoirs de stockage de l'entrepreneur.
- 3.25 Prévoir un emplacement physique et l'alimentation requise pour le montage du panneau de commande, des manomètres et des jauges de niveau de N₂L et de CO₂ fournis par l'entrepreneur.

4.0 Qualité du gaz

- 4.1 L'entrepreneur doit fournir de l'azote liquide de qualité industrielle conformément à la norme de la Compressed Gas Association (CGA) (azote pur à au moins 99,998 %).
- 4.2 L'entrepreneur doit fournir du CO₂ (pur à 99,5 %), conformément à la norme de la Compressed Gas Association (CGA).
- 4.3 À la demande de la DPBTG, l'entrepreneur devra fournir une déclaration écrite de la qualité des deux gaz. La quantité d'impuretés (p. ex. oxygène, composés de carbone, humidité) doit être exprimée en ppm.
- 4.4 L'entrepreneur fournira, de façon périodique, un certificat d'analyse des deux gaz pour confirmer la pureté du produit livré. La DPBTG se réserve le droit d'exiger ce certificat d'analyse, à l'occasion, aux fins d'assurance de la qualité.

5.0 Divers

- 5.1 L'entrepreneur doit fournir un produit liquide, de qualité compteur (90 à 100 % liquide) au bord du socle en béton. Le fournisseur n'exerce aucun contrôle ni aucune action passé le bord du socle.

- 5.2 L'entrepreneur doit garantir que la quantité de produit livrée aux réservoirs de stockage de la DPBTG correspond à la quantité de produit que la DPBTG a commandée.
- 5.3 Tout le matériel fourni par l'entrepreneur doit être d'aspect et de conception modernes, fiable et protégé adéquatement contre les éléments de l'environnement.
- 5.4 L'entrepreneur doit s'assurer que toutes les pièces de remplacement critiques du matériel qu'il fournit sont disponibles localement, et il doit garder en stock, à l'usage exclusif de la DPBTG, les pièces qui ne sont pas disponibles localement. La DPBTG et le soumissionnaire retenu doivent convenir mutuellement d'une liste de pièces de remplacement critiques.
- 5.5 En tout temps, l'entrepreneur doit garder en bon état de marche le matériel qu'il a fourni et installé, conformément aux spécifications du fabricant.
- 5.6 Tous les conduits et le câblage d'interface des capteurs, des instruments de mesure, des dispositifs de surveillance, etc., fournis et installés par l'entrepreneur doivent rester en place à la fin du présent contrat.
- 5.7 À la suite de l'attribution du contrat, à un moment convenu mutuellement, la DPBTG convoquera une séance d'information avec le soumissionnaire retenu et tous ses sous-traitants, afin de les familiariser avec l'objet principal du contrat et les opérations visées.
- 5.8 Un préavis doit être donné à la DPBTG avant toute intervention du fournisseur ou du vendeur sur les capteurs de niveau ou de pression, afin que la DPBTG s'assure qu'aucun dommage ne sera causé à son matériel raccordé aux capteurs. En cas de non-respect de cette exigence, le fournisseur ou le vendeur sera tenu responsable de tout dommage causé au matériel de la DPBTG par suite de cette intervention.

BARÈME DE PRIX

Destination: Santé Canada Direction des produits biologiques et des thérapies génétiques Direction générale des produits de santé et des aliments 100, promenade Églantine Ottawa, ON			
Article No. 1			
Description des produits et/ou Services: Fournir de l'azote liquide de qualité industrielle conformément à la norme pertinente de la Compressed Gas Association (CGA) Standard G-10-1 (azote pur à au moins 99.998%), qui doit être stocké dans des réservoirs lui appartenant, installés et entretenus par lui (article 3) et situés à Santé Canada. Référence: Annexe « B », Section 4.0 Qualité du gaz			
PÉRIODE DE FOURNITURE		CONSOMMATION TOTALE ESTIMATIVE (en litres)	Prix par litre DDP rendu dans le réservoir à destination
La date du contrat jusqu'au le 31 mars 2017	Période d'approvisionnement A	37,000	\$ _____
1 avril 2017 to 31 mars 2018	Période d'option 1	18,500	\$ _____
1 avril 2018 to 31 mars 2019	Période d'option 2	18,500	\$ _____
1 avril 2019 to 31 mars 2020	Période d'option 3	18,500	\$ _____

Destination: Santé Canada Direction des produits biologiques et des thérapies génétiques Direction générale des produits de santé et des aliments 100, promenade Églantine Ottawa, ON				
Article No. 2				
Description des produits et/ou Services: Fournir le dioxyde de carbone conformément à la norme pertinente de la Compressed Gas Association (CGA) (99.5%), qui doit être stocké dans des réservoirs lui appartenant, installés et entretenus par lui (article 3) et situés à Santé Canada. Référence: Annexe « B », Section 4.0 Qualité du gaz				
PÉRIODE DE FOURNITURE		CONSOmmATION TOTALE ESTIMATIVE (en litres)	Prix par litre DDP rendu dans le réservoir à destination	
La date du contrat jusqu'au le 31 mars 2017	Période d'approvisionnement A	22,000	\$ _____	
1 avril 2017 to 31 mars 2018	Période d'option 1	11,000	\$ _____	
1 avril 2018 to 31 mars 2019	Période d'option 2	11,000	\$ _____	
1 avril 2019 to 31 mars 2020	Période d'option 3	11,000	\$ _____	

Destination: Santé Canada Direction des produits biologiques et des thérapies génétiques Direction générale des produits de santé et des aliments 100, promenade Églantine Ottawa, ON				
Article 3				
Description des produits et/ou Services: RESERVOIRS DE STOCKAGE LN2 ET DE CO2 Frais mensuels pour l'installation du réservoir avec régulateurs, émetteurs et un équipement auxiliaire pour fournir de l'azote liquide et le dioxyde de carbone. Référence: Annexe « B », Section 3.0, Énoncé des travaux				
PRIX MENSUEL FIXE, LES TAXES APPLICABLES SONT EXCLUS				
	Période d'approvisionnement "A"	Période d'option "1"	Période d'option "2"	Période d'option "3"
Grosseur de réservoir proposé pour répondre à la consommation de N2L (Article 1) _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
Grosseur de réservoir proposé pour répondre à la consommation de CO2 (Article 2) _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____

Destination: Santé Canada Direction des produits biologiques et des thérapies génétiques Direction générale des produits de santé et des aliments 100, promenade Églantine Ottawa, ON		
Article 4		
Description des produits et/ou Services Fournir, dans les installations du Santé Canada, dans les soixante (60) jours suivant l'attribution du contrat, une formation complète afin de familiariser le personnel avec tout le matériel fourni sur place par l'Entrepreneur. Référence: Annexe « B », Section 3.0 Énoncé des travaux, paragraphes 3.15.	\$ _____ taxes applicable sont exclus	

Socles en béton: NOTA: LE SOUMISSIONNAIRE DOIT INDiquer UN DES TROIS CHOIX CI-DESSOUS. Le réservoir offert peut être installé sur les socles en béton existants au Santé Canada: a) Sans aucune modification des socles. b) Après les modifications suivantes : _____ _____ c) Les réservoirs offerts nécessiteraient la construction de nouveau socles en béton au Santé Canada: Oui _____ Non _____ (lorsque l'option (c) s'applique, veuillez indiquer si des dalles doivent être construites) _____	
--	--

<p>SAUF INDICATION CONTRAIRE, IL N'Y AURA AUCUNS FRAIS SUPPLÉMENTAIRES POUR :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'entretien préventif, peu importe le moment où il est effectué. 2. Les pièces de rechange, sauf si elles sont requises à cause d'une erreur ou d'une négligence de la part du gouvernement. 	
<p>ENTRETIEN</p>	
<p>Les appels de service d'entretien doivent être adressés à : _____</p> <p>Adresse postale :</p>	
<p>Jour</p>	<p>Soir</p>
<p>No. de téléphone : _____</p> <p>No. de cellulaire : _____</p> <p>Courriel : _____</p> <p>Télécopieur : _____</p>	<p>No. de téléphone : _____</p> <p>No. de cellulaire : _____</p> <p>Courriel : _____</p> <p>Télécopieur : _____</p>